

**Christine ROMANI**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Inscrit près la cour d'appel d'Aix-en-Provence**  
**Siren : 479 461 675**  
**Code APE : 6920Z**

94, avenue du Prado  
Le Murillo  
13 008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85  
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023**

**Association ACCRORAP**

**Friche la Belle de Mai**  
**41 rue Jobin**  
**13003 Marseille**

**Siret : 395 308 893 00050    Code APE : 9001Z**

---

## 1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACCRORAP relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport et présentant *un excédent de 15 673 Euros.*

*Je vous précise qu'en l'absence de commissaire aux comptes pour l'exercice précédent, j'ai mis en œuvre les procédures d'audit et diligences nécessaires selon les normes d'exercice professionnel applicable en France, en l'occurrence la Norme NEP-510.*

*Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.*

## 2 – Fondement de l'opinion

### 2.1 – Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2 – Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, *sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de mon rapport*, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- La justification des subventions et l'utilisation des subventions,
- Le solde des subventions à recevoir à la clôture de l'exercice,
- L'appréciation du montant des fonds dédiés et des produits constatés d'avance,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## 4 – Vérification et information spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. En application de la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## 5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

## 6 – Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

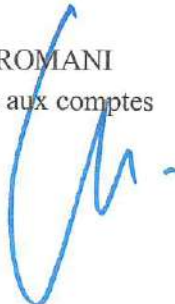
Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir *l'assurance raisonnable* que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 18 avril 2024

Christine ROMANI  
Commissaire aux comptes





## ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le 31/12/22
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net (31/12/23)	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	2900	987	1913	2493
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	41 858	8 886	35 172	13 537
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>44 758</b>	<b>7 673</b>	<b>37 085</b>	<b>16 030</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	104 623		104 623	73 683
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	37 422		37 422	39 751
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	41 347		41 347	31 013
Charges constatées d'avance	1 088		1 088	5 927
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>184 480</b>		<b>184 480</b>	<b>150 374</b>
<b>FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>229 238</b>	<b>7 673</b>	<b>221 565</b>	<b>166 404</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/23	Exercice clos le 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	15945	2978
Excédent ou déficit de l'exercice	15673	12967
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>31618</b>	<b>15945</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>31618</b>	<b>15945</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	75000	60000
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>	<b>75000</b>	<b>60000</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48555	58890
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	50208	24073
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	12013	7496
Instruments de trésorerie	4172	
Produits constatés d'avance	114948	90460
<b>TOTAL DETTES (III)</b>		
<b>ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + V)</b>	<b>221665</b>	<b>168404</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations	1 000	450		
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	552 242	440 531		
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	272 000	249 583		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Utilisations des fonds dédiés	60 000			
Autres produits	20	937	(917)	-98%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>885 262</b>	<b>691 502</b>	<b>193 760</b>	<b>28%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	234 883	208 522	26 361	13%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	10 117	8 048	2 069	26%
Salaires et traitements	335 380	262 753	72 626	28%
Charges sociales	200 763	133 256	67 507	51%
Dotations aux amortissements	5 123	2 550	2 573	101%
Dotations aux provisions				
Report en fonds dédiés	75 000	60 000		
Autres charges	4	6	(2)	-33%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>861 269</b>	<b>675 136</b>	<b>186 133</b>	<b>28%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>23 992</b>	<b>16 366</b>	<b>7 627</b>	<b>47%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés		1	(1)	-100%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>		<b>1</b>	<b>(1)</b>	<b>-100%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	176	1 153	(977)	-85%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>	<b>176</b>	<b>1 153</b>	<b>(977)</b>	<b>-85%</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>(176)</b>	<b>(1 152)</b>	<b>976</b>	<b>85%</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>23 816</b>	<b>15 214</b>	<b>8 602</b>	<b>57%</b>

**RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)**

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Suropérations de gestion				
Suropérations en capital				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>				
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Suropérations de gestion	3652	50	3602	7203%
Suropérations en capital	1082		1082	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>4733</b>	<b>50</b>	<b>4683</b>	<b>9368%</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>(4733)</b>	<b>(50)</b>	<b>(4683)</b>	<b>-9368%</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)</b>	<b>3410</b>	<b>2197</b>	<b>1213</b>	<b>55%</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>885282</b>	<b>891503</b>	<b>193759</b>	<b>28%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>869589</b>	<b>678536</b>	<b>191053</b>	<b>28%</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>15673</b>	<b>12967</b>	<b>2706</b>	<b>21%</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				



## ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 6 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 6 décembre 2018 modifié relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices.
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### 3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

### 4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### 5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 7. Divers

Les honoraires du commissaire aux comptes pour sa mission 2023 s'élèvent à 3 000,00 € HT.

Les administrateurs sont tous bénévoles. La rémunération des 3 plus hauts cadres s'élève à 42 714 €.

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

### Autres éléments significatifs

Néant

**VARIATION DES FONDS PROPRES**

Variation des fonds propres	Augmentation	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2978	12967	0		15945
Excédent ou déficit de l'exercice	12967				15673
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>15945</b>				<b>31618</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>15945</b>				<b>31618</b>



## VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	Augmentation ou diminution exercice	Changement exercice	Variations		Total	Absolue de variation	
			Montant initial	Montant final		Montant initial	Montant final
<b>PROJET 1</b>							
Subventions d'exploitation	60 000		60 000				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 1</b>	60 000		60 000				
<b>PROJET 2</b>							
Subventions d'exploitation						75 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 2</b>						75 000	
<b>PROJET 3</b>							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL PROJET 3</b>							

## TABLEAU DES SUBVENTIONS

	Montant (€)
<b>SUBVENTIONS</b>	
Ministère	150 000
Département	35 000
Département Aide à la Résidence	7 500
Ville de Marseille	40 000
Région	30 000
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS</b>	<b>262 500</b>

## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine en fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de postes à postes	Cessions et mise hors service		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	2900					2900	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	2900					2900	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencement des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage individuel	2357		21 022			23 379	
Installations générales, agencements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 324		5 156			18 480	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	15 681		26 178			41 858	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières							
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>							
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	18 581		26 178			44 758	

## AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions amortissements relatifs aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	407	580		987
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	407	580		987
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage Industriel	310	1316		1626
Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1834	3227		5060
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	2144	4543		6686
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>	2550	5123		7673

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
<b>TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>				

## DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				



## ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an ou plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	104706	104706	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	3009	3009	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	10430	10430	
Autres Impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	18000	18000	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	416	416	
Charges constatées d'avance	1088	1088	
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>137650</b>	<b>137650</b>	

**PROVISIONS**

	Montant cumulé à la clôture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	60000	15000		75000
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>60000</b>	<b>15000</b>		<b>75000</b>

## ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Echéance à un an ou plus	Echéance à plus d'un an et 5 ans ou plus	Echéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	48 083	48 083		
Personnel et comptes rattachés	7 913	7 913		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 410	45 410		
Impôts sur les bénéfices	3 410	3 410		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 389	1 389		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2 100	2 100		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 172	4 172		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>112 476</b>	<b>112 476</b>		

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	1088
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>1088</b>

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	4 172
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	<b>4 172</b>

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30145
Dettes fiscales et sociales	6157
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>36302</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	2083
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	<b>2083</b>



10

1